



OUI à la Loi sur le cinéma

Pour un marché équitable, renforcer le cinéma suisse et soutenir nos PME

Les plateformes de streaming et les chaînes de télévisions étrangères font d'importants profits en Suisse. Aujourd'hui, tous ces revenus partent à l'étranger. La nouvelle Loi sur le cinéma assure que les entreprises étrangères, qui opèrent sur notre territoire à distance du fait de la numérisation, investissent une part modeste de 4% de ces profits dans l'économie de nos régions. Il s'agit là d'un principe équitable puisque les chaînes de télévisions suisses sont tenues de le faire depuis longtemps. De plus, ce projet assure l'égalité des chances de la Suisse sur le marché européen, qui est incontournable pour notre industrie audiovisuelle nationale. Le projet a été adopté par une large majorité parlementaire allant du Centre, PLR, PS, Vert'Libéraux, Verts et PEV.

Aujourd'hui, le comité interpartis « Oui à la Loi sur le cinéma » a présenté ses arguments en faveur de ce projet nécessaire pour l'avenir de l'industrie audiovisuelle helvétique : **Marie-France Roth Pasquier** (Conseillère nationale Le Centre / FR), **Olivier Français** (Conseiller aux États PLR / VD), **Simone de Montmollin** (Conseillère nationale PLR / GE), **Elisabeth Baume-Schneider** (Conseillère aux États PS / JU). « *Un projet équilibré et de compromis qui préserve les valeurs libérales de notre pays tout en garantissant à la Suisse d'être sur un pied d'égalité avec ses voisins* » résume **Marie-France Roth Pasquier, Conseillère nationale Le Centre**.

OUI pour stimuler l'investissement en Suisse et pas uniquement à l'étranger

Les plateformes internationales de streaming comme Netflix, Amazon Prime ou Disney+ et les chaînes de télévisions étrangères comme TF1, M6 et C8 font de gros profits en Suisse, où le pouvoir d'achat est élevé. La quasi-totalité de ces profits quittent notre territoire vers l'étranger, notamment dans les productions européennes qui bénéficient de mécanismes d'investissement à des niveaux souvent très élevés (France : 26 %, Italie : 20%, Espagne : 5%). « *Aujourd'hui, le consommateur suisse finance, avec son abonnement aux plateformes étrangères, le cinéma européen sans soutenir nos cinéastes et notre économie* » précise **Olivier Français, Conseiller aux États PLR**. C'est un désavantage concurrentiel important pour notre pays sur le marché international puisque tous les pays d'Europe de l'ouest ont mis en place des systèmes similaires.

OUI pour diversifier l'offre et créer de nouvelles opportunités

Avec la nouvelle Loi sur le cinéma, une part minime de 4% sera réinvestie dans les productions suisses, comme c'est déjà le cas dans tous les pays d'Europe de l'ouest. « *La nouvelle Loi sur le cinéma permettra à des œuvres, qui ne trouveraient pas un financement public, de voir le jour grâce à de nouveaux acteurs privés. Cela renforce la diversité de l'offre et l'innovation dans le secteur, et ce sans argent du contribuable* » argumente **Benjamin Roduit, Conseiller national Le Centre**. Ces investissements bénéficieront à l'image de la Suisse sur la scène internationale et est porteuse de nouvelles opportunités pour nos cinéastes, notamment la relève. « *La Suisse investit dans ses Hautes écoles et nous bénéficions d'un terreau riche en expertises et en compétences dans les métiers liés au cinéma. En renforçant notre soutien à la production, nous maintenons et créons de nouvelles opportunités et favorisons la carrière des talents dans notre pays* » soutient **Elisabeth Baume-Schneider, Conseillère aux États PS**.

OUI pour renforcer la coopération de la Suisse avec le marché européen

« *En Suisse romande, 1 film sur 2 est coproduit avec l'Union Européenne. L'intégration de notre industrie dans le marché européen n'est donc pas une option mais une nécessité* » rappelle **Simone de Montmollin, Conseillère nationale PLR**. La nouvelle Loi sur le cinéma renforce les possibilités de coopération entre les pays de l'Union Européenne et notre industrie en s'alignant sur les pratiques de nos voisins, qui ont fait leurs preuves et permis un essor réjouissant dans le domaine. L'inscription de la part de 30% de productions européennes, déjà respecté dans notre pays, est un pas supplémentaire dans cette direction qui permettra, sans impact visible pour le consommateur, à la Suisse de pouvoir prétendre à la ré-adhésion au programme de coopération culturelle Europe Creative dont il a été exclu en 2014.

Pour la mise en contact avec les membres du comité interpartis « Oui à la Loi sur le cinéma » et des représentant·e·s de la branche audiovisuelle :

Bastien Bento
presse@aropa.ch
+41 79 934 34 63